

L'homme d'affaires et ancien ministre des Finances tchèque, Andrej Babiš, a été mis en examen pour détournement de fonds européens, peu avant une élection générale dont il reste toutefois le grand favori.

Andrej Babiš a annoncé lui-même sa mise en examen lundi : « *J'ai reçu une décision sur l'ouverture de poursuites judiciaires dans une pseudo-affaire [...] J'ai immédiatement fait appel de cette décision* ».

Le président du mouvement des citoyens mécontents (ANO) est accusé d'avoir détourné deux millions d'euros de subventions européennes dans l'affaire dite du « nid de cigogne » une décennie auparavant.

Cette mise en examen ne constitue pas pour autant un véritable coup de tonnerre. M. Babiš avait été contraint de quitter ses fonctions de ministre des Finances au mois de mai, puis le parlement tchèque a voté en faveur de la levée de son immunité parlementaire au début du mois de septembre.

Cette saga judiciaire qui dure depuis plusieurs mois n'a pas entamé la popularité de l'homme d'affaires reconverti en politicien. Un récent sondage le place encore largement en tête avec 26,5% d'intentions de vote, suivi par le Parti communiste (14,2%) et les sociaux-démocrates du CSSD (12,2%).

[Privé d'immunité parlementaire, Andrej Babiš se pose en victime du système](#)